

PATRICK CHAUMETTE

Professeur de droit du Travail , Centre de Droit Maritime et Océanique, Université de Nantes.
Thèmes de recherche : Droit de la santé et de la sécurité au travail. Droit social des gens de mer. Droit Social International et Communautaire Évolution des relations professionnelles et de la protection sociale.

Parmi ses publications :

~ « Recrutements, formations et carrières dans la marine marchande en Europe », *Annuaire de Droit Maritime et Océanique*, Université de Nantes, t. XXX, 2012, pp. 287-318.

~ « Seafarers: Piracy Protection », in *Piracy in Comparative perspective:*

Problems, strategies, law, Ch.H. Norchi & Gw. Proutière-Maulion Eds., A. Pedone & Hart, Paris & Oxford, 2012, pp. 93-106.

LA RATIFICATION ET LA TRANSPOSITION FRANÇAISES DE LA CONVENTION DU TRAVAIL MARITIME (CTM 2006)



ABSTRACT

Law No. 2013-619 of July 16th, 2013 containing various provisions adapting the law of the European Union in the field of sustainable development, brings the French law into full compliance with the Maritime Labour Convention, 2006. This law is one more stage in the process of modernising French Maritime Labour Law, effort that has already been expressed by the Transport Code adoption. New considerations related to the maritime transport globalisation have also been introduced. Hence, the maritime labour is a relevant observatory of the globalisation impact on employment and Labour law.

KEYWORDS : Maritime Labour Convention, Ratification, Seafarers, Transport Code.

RÉSUMÉ

La loi n° 2013-619 du 16 juillet 2013 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable procède à la mise en conformité du droit français avec la CTM 2006. Cette loi constitue une étape supplémentaire dans l'effort de modernisation du droit français du travail maritime, effort qui s'était déjà manifesté par l'adoption du Code des transports. Elle introduit des considérations nouvelles en lien avec la forte mondialisation du transport maritime. Le travail maritime constitue, à ce titre, un observatoire pertinent de l'impact de la mondialisation sur l'emploi et le droit du travail.

MOTS CLÉS : Convention du travail maritime, Ratification, Gens de mer, Code des transports.